

# CONJONCTURE DE LA FILIÈRE CONSTRUCTION

ÎLE-DE-FRANCE



## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



## Bâtiment – Construction neuve

Île-de-France

France

## Construction neuve

## Bâtiment résidentiel

## Construction

## Logements mis en chantier

Situation à fin mars 2022 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)

+4,6% ▲ 65 700 lgts +9,7% ▲ 394 500 lgts

## Logements autorisés

Situation à fin mars 2022 Cumul 12 mois (évol 1 an), en date réelle estimée (DRE)

+15,3% ▲ 73 100 lgts +26,0% ▲ 496 900 lgts

## Commercialisation

## Réservations de logements (indiv. + coll.)

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (évol 1 an)

-10,3% ▼ 7 025 lgts -8,5% ▼ 29 364 lgts

## Encours de logements (indiv + coll.)

A la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (évol 1 an)

+3,5% ▲ 22 284 lgts -3,3% ▼ 90 380 lgts

## Prix des logements collectifs

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (évol 1 an)+1,8% ▲ 5 287 €/m<sup>2</sup> +3,7% ▲ 4 523 €/m<sup>2</sup>

## Bâtiment non résidentiel

## Bâtiment non résidentiel - construction

## Surface de locaux mis en chantier

Situation à fin mars 2022 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m<sup>2</sup>, en date de prise en compte (DPC)+20,2% ▲ 3 282 mill. m<sup>2</sup> +12,3% ▲ 26 239 mill. m<sup>2</sup>

## Surface de locaux autorisés

Situation à fin mars 2022 Cumul 12 mois (évol 1 an), en milliers de m<sup>2</sup>, en date de prise en compte (DPC)+4,3% ▲ 4 171 mill. m<sup>2</sup> +14,8% ▲ 38 809 mill. m<sup>2</sup>

## Bâtiment – Entretien-rénovation

Île-de-France

France

## Entretien-rénovation

## Activité en entretien-rénovation

## Evolution de l'activité d'entretien-rénovation, en volume

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (évol 1 an)

0,0% = +1,4% ▲

## Evolution de l'activité d'entretien-rénovation, en valeur

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (évol 1 an)

+5,0% ▲ +6,4% ▲

## Perspectives d'activité en entretien-rénovation

## Carnets de commande entretien-rénovation

A la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (évol 1 an)

▲ 13,0 mois ▲ 16,6 mois

## Part des professionnels qui prévoit une hausse de l'activité d'entretien-rénovation

Pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2022 (évol 1 trimestre)

▲ 76% ▲ 83%

## CONJONCTURE DE LA CONSTRUCTION | VUE D'ENSEMBLE



## Travaux Publics

Île-de-France

France

## Travaux Publics

## Activité des entreprises TP

## Activité récente

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (évol 1 trimestre, solde d'opinion)

= -17 ▼ -14

## Perspectives d'activité des entreprises TP

## Prévisions d'activité

Pour le 2<sup>e</sup> trimestre 2022

▲ 8 ▲ 1

## Carnets de commandes

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (évol 1 an), moyenne des 4 derniers trimestres en nombre de mois

-1,2 mois ▼ 8,4 mois 0,0 mois = 6,3 mois



## Industrie des Matériaux

Île-de-France

France

## Industrie de Matériaux

## Production de Matériaux

## Production BPE

Production de BPE entre janv. et mars 2022 (évol 1 an), en m3

-2,6% ▼ 1 400 965 m3 +2,7% ▲ 10 134 511 m3

## Production Granulats

Production de Granulats entre janv. et mars 2022 (évol 1 an), en milliers de tonnes

-4,2% ▼ 2 042 kt +3,0% ▲ 79 892 kt



## Appareil de Production

Île-de-France

France

## Appareil de production

## Emploi

## Emplois salariés dans la construction

A la fin du 4<sup>e</sup> trimestre 2021 (évol 1 an)

+1,7% ▲ 342 092 sal. +2,5% ▲ 1 538 406 sal.

## Intérimaires Construction

Moyenne 3 mois à fin Mars 2022 (évol 1 an)

+0,9% = 25 406 ETP +1,4% ▲ 141 561 ETP

## Demandeurs d'emplois Bâtiment et Travaux Publics (cat. A)

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (évol 1 an)

-5,5% ▼ 42 194 DEFM -11,2% ▼ 239 571 DEFM

## Santé des entreprises

## Créations d'entreprises

Au 4<sup>e</sup> trimestre 2021 (évol 1 an)

-0,1% = 3 986 créations +2,2% ▲ 22 276 créations

## Défaillance d'entreprises

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (évol 1 an)

+13,2% ▲ 416 défaillances +24,0% ▲ 1 069 défaillances

# Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

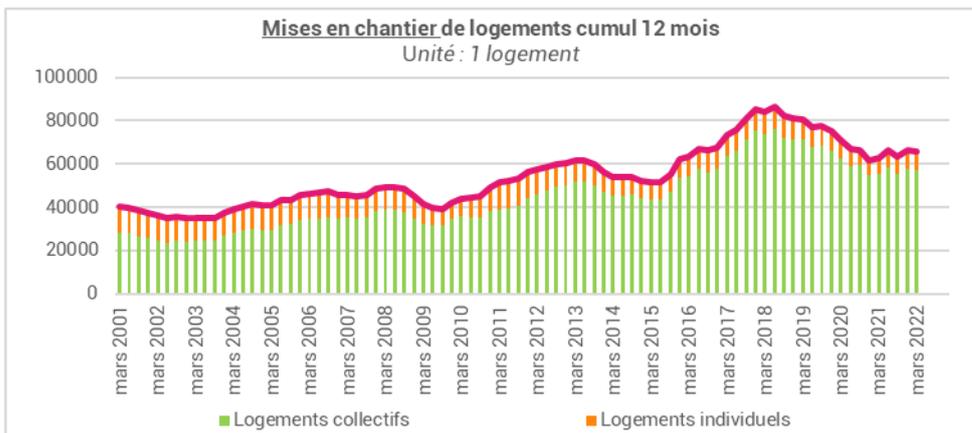
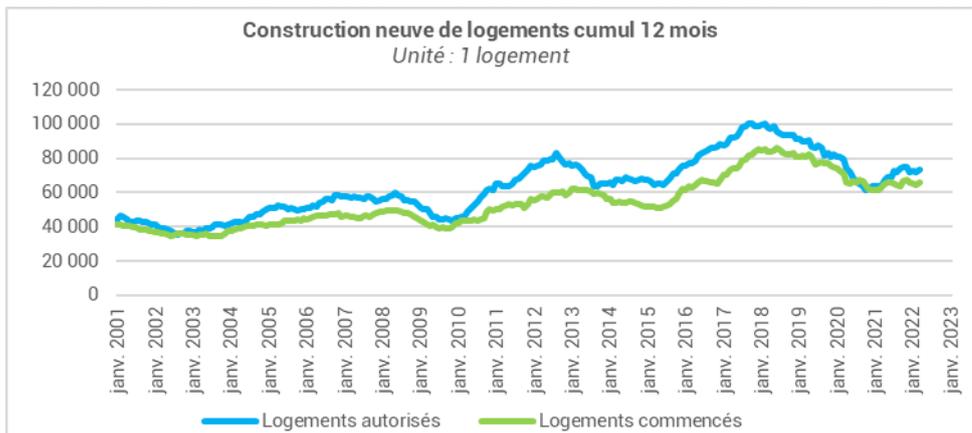
### LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS NEUFS EN HAUSSE RELATIVE

À fin mars 2022, la construction neuve de logements est en hausse de +4,6% par rapport au 12 mois précédents (début mars 2020 – fin mars 2021), avec 65 700 logements commencés sur les 12 derniers mois. De plus les autorisations connaissent une hausse de +15,3% par rapport à la même période l'année précédente, pour 73 100 logements autorisés ces 12 derniers mois. En proportion, ce sont les logements individuels qui connaissent les plus fortes hausses de leurs mises en chantier et des autorisations de construction, par rapport à la même période l'année précédente. La construction neuve, reste toutefois portée par le logement collectif, compte tenu de son poids dans la construction francilienne de logements.

Toutefois, il est important de mentionner que ces indicateurs sont à interpréter avec précaution, du fait de leur période de comparaison (début avril 2020 à fin mars 2021), comprenant une bonne partie du 1<sup>er</sup> confinement. Le nombre de mises en chantier et d'autorisations constatées sur cette période étaient particulièrement faible. Aussi, les hausses enregistrées sur ces 12 derniers mois à fin mars 2022 ne permettent pas à la construction neuve de logement de renouer avec son niveau d'avant crise. À titre de comparaison, 89 650 logements avait été autorisés et 81 2362 avait été commencés sur les 12 derniers mois à fin mars 2019 (début avril 2018 à fin mars 2019).

Au niveau national, à fin mars 2022, la construction neuve de logements est particulièrement contrastée et varie fortement entre les régions. Les régions Hauts-de-France, Grand-Est, Bretagne et Centre Val-de-Loire, témoignent d'une forte augmentation (plus de 20%) de leurs mises en chantier sur les 12 derniers mois. A contrario, la Normandie est la seule région de France métropolitaine qui affiche un taux de croissance de ses mises en chantiers négatif (-3,6%).

La construction neuve de logements (date réelle e estimée)	Cumul 12 mois à fin mars 2022 Evol 1 an		
<b>Total logements commencés</b>	<b>65 700 lgts</b>	<b>+4,6%</b>	<b>▲</b>
Dont individuels purs	6 000 lgts	+19,0%	▲
Dont individuels groupés	2 700 lgts	+22,0%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	57 000 lgts	+2,6%	▲
<b>Total logements autorisés</b>	<b>73 100 lgts</b>	<b>+15,3%</b>	<b>▲</b>
Dont individuels purs	7 300 lgts	+17,5%	▲
Dont individuels groupés	4 000 lgts	+41,5%	▲
Dont collectifs (y compris résidences)	61 800 lgts	+13,7%	▲



### MISES EN CHANTIER

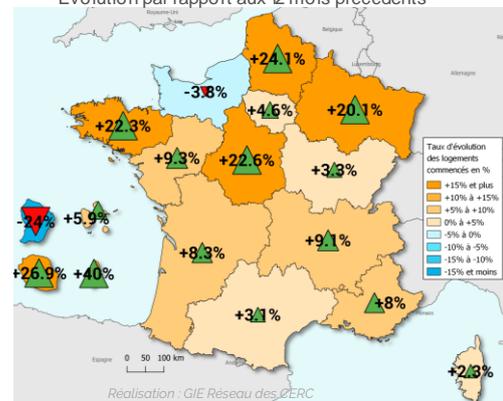
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2022)

**65 700 lgts**

**+4,6%** ▲

(EVOLUTION 1 AN)

Logements commencés sur 12 mois à fin mars 2022  
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



### Avertissement :

Dans les tableaux, en raison des arrondis, des totaux peuvent légèrement différer de la somme des éléments qui les composent.

### AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2022)

**73 100 lgts**

**+15,3%** ▲

(EVOLUTION 1 AN)

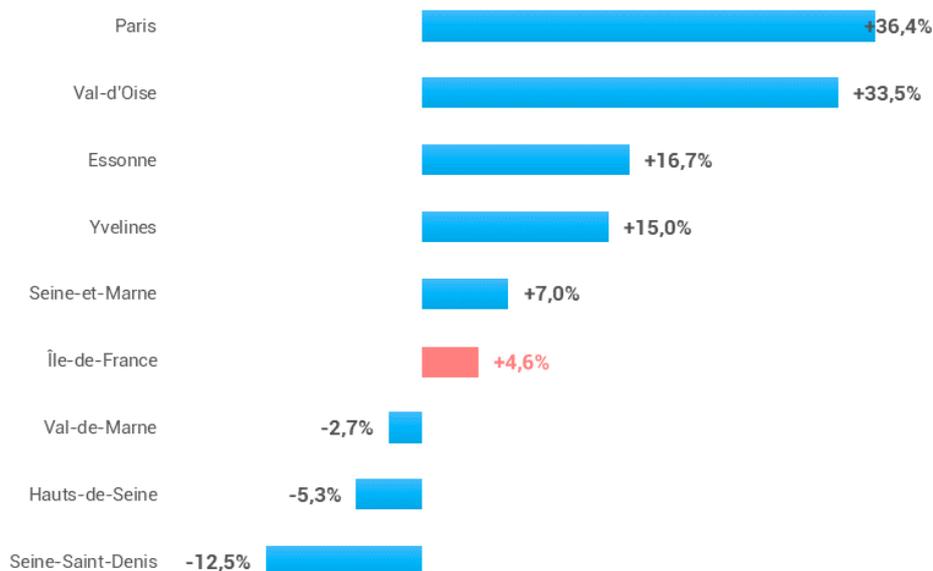
Source :  
SDES, Sit@del2,  
estimations à fin mars 2022

## Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de logements dans les départements  
Évolution du cumul 12 mois à fin mars 2022

Unité : % d'évolution à 1 an



## LA CONSTRUCTION DE LOGEMENTS NEUFS : DE GRANDES DISPARITES AU SEIN DU TERRITOIRE FRANCILIEN

L'évolution du nombre de logements neufs mis en chantier en Île-de-France sur les 12 derniers mois à fin mars 2022 (par rapport à la même période l'année précédente) est en hausse (+4,6% de logements commencés). Toutefois, l'évolution du nombre de logements neufs mis en chantier sur cette période (par rapport aux 12 mois précédents) varie fortement entre d'un département à l'autre, et la moyenne francilienne reste peu représentative des diverses tendances prévalant dans les différents départements. Ainsi, tandis que le Val-de-Marne, les Hauts-de-Seine et la Seine-Saint-Denis connaissent des baisses plus ou moins importantes de leurs mises en chantier de logements sur les 12 derniers mois, avec respectivement -2,7%, -5,3% et -12,5%, de logements commencés par rapport à l'année précédente, Paris (+36,4%), le Val-d'Oise (+33,5%), l'Essonne (+16,7%) et les Yvelines (+15,0%) connaissent des forts essors de leur construction neuve de logements sur la même période. Seul le département de la Seine-et-Marne est à peu de chose près représentatif de la moyenne nationale. Ce constat est globalement similaire à celui du trimestre précédent.

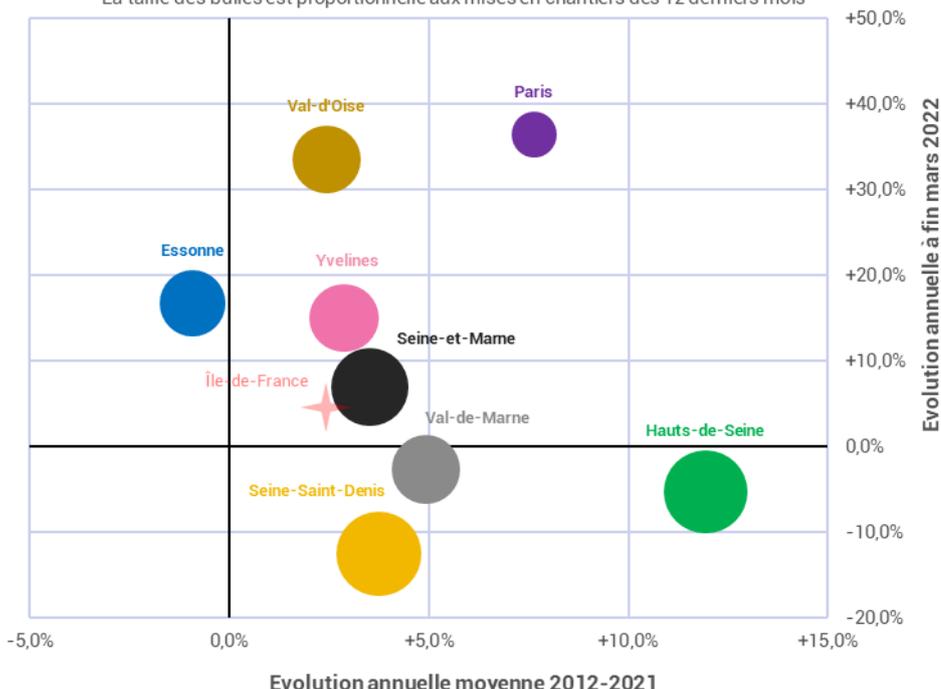
A fin mars 2022, la comparaison des évolutions du nombre de logements mis en chantier sur courte et longue période par département ne nous permet pas de mettre en évidence le phénomène d'inertie des disparités territoriales que nous constatons avant la crise sanitaire. En effet, les départements dont les mises en chantier sont les plus en hausse (les moins en baisse) sur les 12 derniers mois ne sont plus nécessairement ceux dont la dynamique, en termes de construction neuve de logements, est la plus porteuse en moyenne sur les dix dernières années (2012-2021). A titre d'exemple, la Seine-Saint-Denis, qui connaissait une dynamique particulièrement positive sur la période 2012-2021 (+12% d'évolution annuelle moyenne de ses mises en chantier) est également le département enregistrant la plus forte baisse de ces dernières sur les 12 derniers mois à fin mars 2022.

**Note de lecture du graphique :** Dans les Hauts-de-Seine, les mises en chantier cumulées sur un an sont en baisse d'environ -5,3% à fin mars 2022, par rapport à la même période l'année précédente. Sur longue période (2011- 2020) le nombre de logements commencés annuellement dans ce département sont en hausse de +12,5% par an en moyenne. La taille de la bulle correspond au nombre de logements commencés entre début avril 2021 et fin mars 2022.

Les mises en chantier de logements  
Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2012-2021

La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois



## Sources :

SDES, Sit@del2, estimation à fin mars 2022

# Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment résidentiel : commercialisation

### LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS COLLECTIFS EN REcul

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, la commercialisation francilienne de bâtiments résidentiels collectifs est au ralenti. En témoigne la diminution simultanée des mises en vente et des réservations de logements. En effet, le nombre de logements collectifs neufs commercialisés au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 est de 5 127, soit une diminution de -14,7% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. Le constat est équivalent s'agissant des réservations, avec 6 777 logements réservés au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, soit une baisse de -10,2% par rapport à la même période l'année précédente. La baisse continue de l'offre étant d'ampleur plus importante encore que celle de la demande, les prix du logement collectif francilien continuent de grimper. Ces derniers sont ainsi en hausse de +1,8% au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. Le stock de logements collectifs disponibles (21 290 logements à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2022) connaît quant à lui une légère hausse (+2,3%).

Sur longue période, la tendance est différente. En effet, les mises en vente au cours de 4 derniers trimestres (début mars 2021 – fin mars 2022) témoignent d'une augmentation de +16,7% par rapport à la même période l'année précédente (début mars 2020 – fin mars 2021). En cause : la période de comparaison, marquée par un nombre de mises en vente exceptionnellement bas (19 373). Les mises en vente sur les 4 derniers trimestres à mars 2022 sont toujours très nettement inférieures en nombre à celles prévalant à la même période en 2019 (environ 33 000 logements mis en ventes). S'agissant des réservations, ces dernières connaissent une certaine stagnation (-0,3%) par rapport à la même période l'année précédente (début mars 2020 – fin mars 2021). Elles demeurent toutefois nettement inférieures aux réservations prévalant avant la crise de la Covid 19 (près de 37 500 entre début mars 2018 et fin mars 2019).

### RESERV. LOGEMENTS COLLECTIFS

CUMUL 4 TRIM AU 1<sup>er</sup> TRIM. 2022 (évol 1 an)

**26 218 lgts**

**-0,3%** =

(EVOLUTION 1 AN)

#### Sources :

SDES, ECLN (données brutes)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

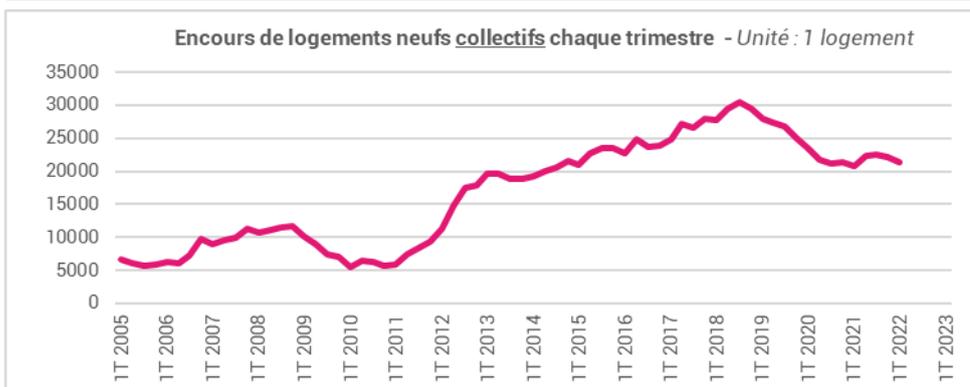
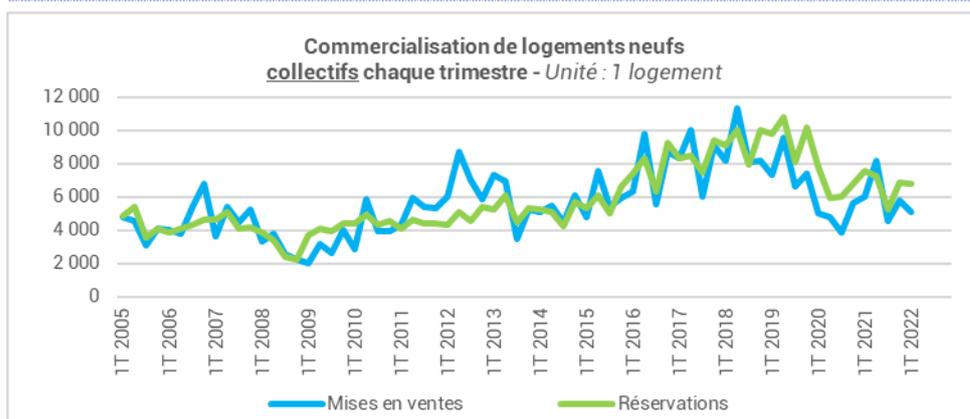
(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

La commercialisation de logements neufs collectifs	1 <sup>er</sup> trimestre 2022 - Evol 1 an		
<b>Commercialisation au cours du trimestre</b>			
Mises en vente <sup>(1)</sup>	5 127 lgts	-14,7%	▼
Réservations <sup>(2)</sup>	6 777 lgts	-10,2%	▼
Stock disponible <sup>(3)</sup> (à la fin du trimestre)	21 290 lgts	+2,3%	▲
Prix des logements collectifs	5 287 €/m <sup>2</sup>	+1,8%	▲
<b>Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres</b>			
Mises en vente	23 693 lgts	+16,7%	▲
Réservations	26 218 lgts	-0,3%	=

#### Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers



# Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment résidentiel : commercialisation

### HAUSSE DES MISES EN VENTE ET BAISSÉ DES RESERVATIONS DE LOGEMENTS INDIVIDUELS

La commercialisation de logements individuels neufs connaît un certain essor au 1<sup>er</sup> trimestre 2022. Plus de 321 logements individuels ont été mis en vente sur cette période, soit une augmentation de +23,5% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. Cette tendance à la hausse est d'autant plus visible sur longue période : au cours des 4 derniers trimestres, les mises en vente de logements ont augmenté de +42,2% en Île-de-France, par rapport aux 4 trimestre précédents. Cette hausse des mises en vente de logements individuels a pour conséquence un accroissement naturel des stocks disponibles. De ce fait, presque 1000 logements sont disponibles à la vente à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2022, soit +37,7% par rapport à la même période l'année précédente.

S'agissant des réservations, en revanche, la tendance reste à la baisse à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2022, à la fois sur courte et longue période. Aussi, les réservations de logements individuels diminuent de -12,7% au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 et de -1,4% sur les 12 derniers mois (début mars 2021 – fin mars 2022) par rapport aux mêmes périodes de l'année précédente. Ce recul de la demande ne suffit toutefois pas à faire baisser la pression sur les prix des logements individuels franciliens. En effet, ces derniers augmentent d'environ de 5% au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021), en Île-de-France.

### RESERV. LOGEMENTS INDIVIDUELS

CUMUL 4 TRIM AU 1<sup>er</sup> TRIM. 2022 (évol 1 an)

**1 145 lgts**

**-1,4%** ▼  
(EVOLUTION 1 AN)

#### Sources :

SDES, ECLN (données brutes)

(1) Mises en vente : nouveaux logements proposés à la commercialisation au cours du trimestre

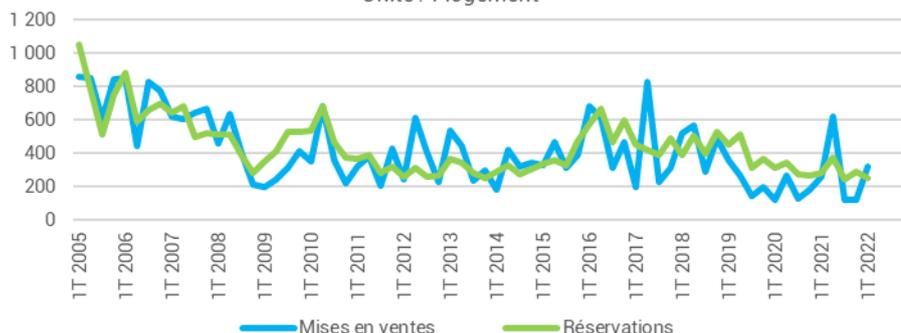
(2) Réservations : réservations à la vente avec dépôts d'arrhes

(3) Stock disponible : logements proposés à la vente non encore réservés

La commercialisation de logements neufs <u>individuels</u>	1 <sup>er</sup> trimestre 2022 - Evol 1 an		
<b>Commercialisation au cours du trimestre</b>			
Mises en vente <sup>(1)</sup>	321 lgts	+23,5%	▲
Réservations <sup>(2)</sup>	248 lgts	-12,7%	▼
Stock disponible <sup>(3)</sup> (à la fin du trimestre)	994 lgts	+37,7%	▲
Prix des logements individuels	414 284 €/lot	+4,9%	▲
<b>Commercialisation au cours des 4 derniers trimestres</b>			
Mises en vente	1 182 lgts	+42,4%	▲
Réservations	1 145 lgts	-1,4%	▼

#### Commercialisation de logements neufs individuels chaque trimestre

Unité : 1 logement

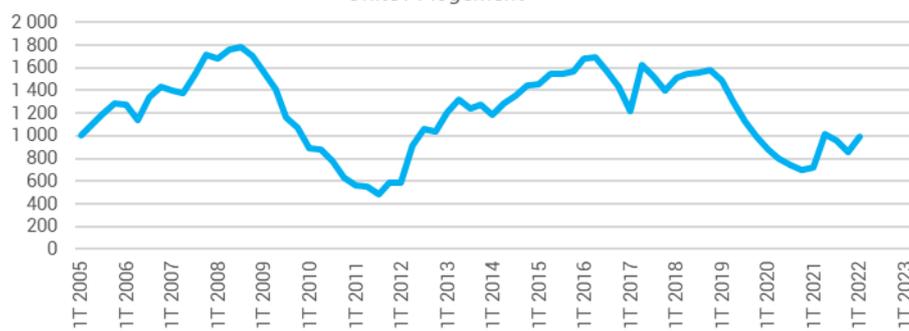


#### Avertissements :

L'enquête ECLN couvre les permis de 5 logements et plus destinés à la vente aux particuliers

#### Encours de logements neufs individuels chaque trimestre

Unité : 1 logement



# Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

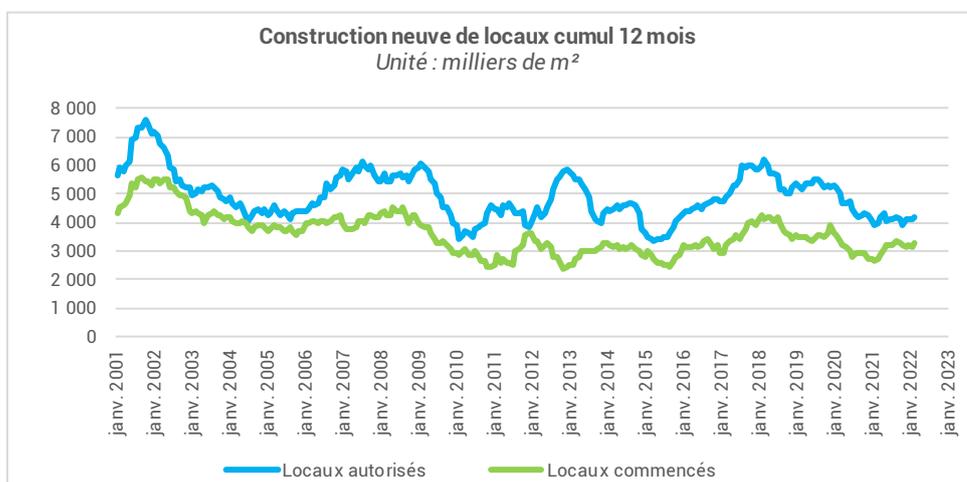
### LA CONSTRUCTION DE LOCAUX NEUFS : UN ESSOR A NUANCER

Sur les 12 derniers mois, à fin mars 2022, le secteur francilien de la construction neuve de bâtiments non-résidentiels témoigne d'une augmentation à la fois de ses surfaces mises en chantier et de ses surfaces autorisées, avec respectivement +20,2% et +4,3% de hausse. En effet, sur la période considérée (début mars 2021 - fin mars 2022), 3 828 millions de m<sup>2</sup> de surfaces de locaux ont été commencés, et plus de 4100 milliers de m<sup>2</sup> ont été autorisés.

Toutefois, cette dynamique positive de la construction neuve de bâtiments non-résidentiels est à nuancer. En effet, une partie de hausse des surfaces autorisées et mises en chantier enregistrée sur les 12 derniers mois à fin mars 2022 est à mettre au crédit de la période de comparaison (début avril 2020 - fin mars 2021). Cette dernière comprend une bonne partie du 1<sup>er</sup> confinement (crise sanitaire de la Covid 19). Aussi, malgré cette hausse, la construction neuve francilienne de locaux demeure nettement en deçà de son niveau d'avant crise. En effet, à fin mars 2019, les surfaces de locaux autorisés et mises en chantier sur les 12 derniers mois en Île-de-France étaient de respectivement 5 186 millions de m<sup>2</sup> et 3 496 millions de m<sup>2</sup>.

Au niveau national, la situation est particulièrement contrastée. Les évolutions des surfaces de locaux mis en chantier sur les 12 derniers mois à fin mars 2022 varient de -20,6% à +44,7% entre les régions. En effet, les régions du Nord-Est (Hauts-de-France, Grand Est, Île-de-France, et Bourgogne Franche Comté) connaissent des augmentations très importantes de leurs surfaces de locaux mises en chantier entre fin février 2021 et fin mars 2022 (par rapport à la même période l'année précédente). A contrario, les régions Normandie et PACA témoignent d'une baisse de leurs surfaces de locaux mises en chantier.

La construction neuve de locaux (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2022 Evol 1 an		
	Cumul 12 mois		
Total locaux commencés	3 282 mill. m <sup>2</sup>	+20,2%	▲
Total locaux autorisés	4 171 mill. m <sup>2</sup>	+4,3%	▲



### MISES EN CHANTIER

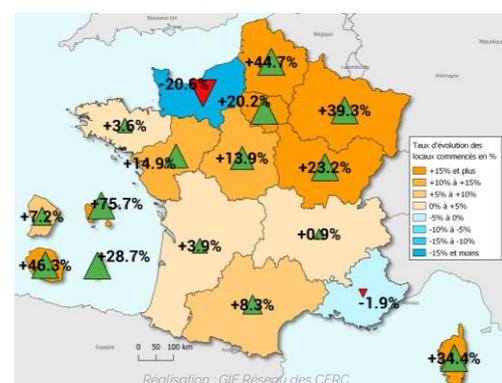
(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2022)

**3 282 mill. m<sup>2</sup>**

**+20,2%** ▲

(EVOLUTION 1 AN)

Locaux commencés sur 12 mois à fin mars 2022  
Evolution par rapport aux 12 mois précédents



### AUTORISATIONS

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2022)

**4 171 mill. m<sup>2</sup>**

**+4,3%** ▲

(EVOLUTION 1 AN)

**Avertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

# Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

### HAUSSE DES AUTORISATIONS ET DES MISES EN CHANTIER DE LOCAUX

À fin mars 2022, en Île-de-France, les mises en chantier de locaux sont en hausse : +20,2% sur les 12 derniers mois (début avril 2021 – fin mars 2022) par rapport à la même période l'année précédente, avec 3 282 milliers de m<sup>2</sup> mis en chantier. Cette hausse cache toutefois des évolutions contrastées entre les différents secteurs du Bâtiment non résidentiel. En effet, les secteurs publics et privés non agricoles témoignent de hausses importantes de leurs surfaces de locaux mises en chantiers : 18,5% pour le secteur privé non agricole et +34,5% pour le secteur public, sur les 12 derniers mois par rapport à la même période l'année précédente. La tendance est inversée pour le secteur des bâtiments agricoles. Dans ce secteur, les surfaces de locaux mis en chantier sur les 12 derniers mois à fin mars sont en baisse de -16,8% sur cette même période.

S'agissant des surfaces de locaux autorisées, ces dernières sont hausses de +4,3% à fin mars 2022 (cumul 12 mois) par rapport à la même période l'année précédente. Toutefois, alors que cet indicateur connaît une forte augmentation (+24,8%) dans le secteur public, la tendance est à la baisse pour les bâtiments agricoles et le secteur privé non agricoles, avec respectivement -1,2% et -1,1% de baisse des surfaces de locaux autorisées.

### MISES EN CHANTIER

(CUMUL 12 MOIS - SIT. À FIN MARS 2022)

**3 282 mill. m<sup>2</sup>**

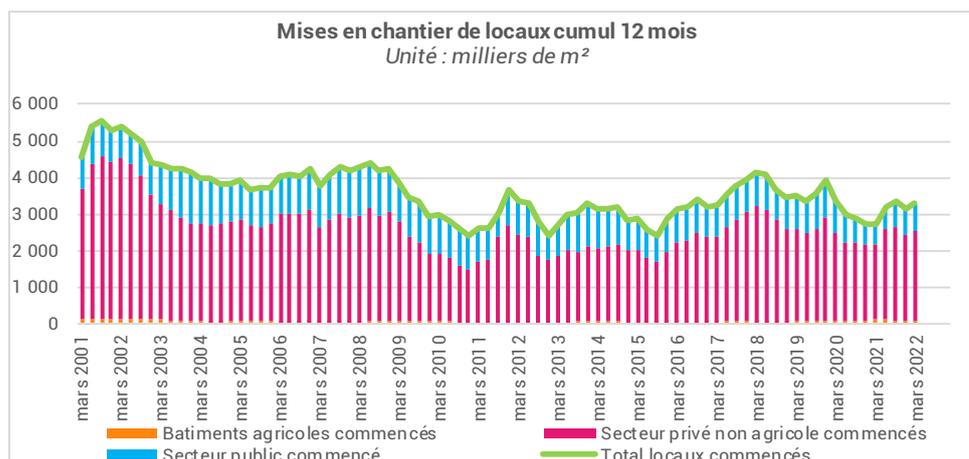
**+20,2%** ▲

(ÉVOLUTION 1 AN)

Locaux mis en chantier (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2022 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
<b>Total locaux commencés</b>	<b>3 282 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>+20,2%</b>	▲
<b>Bâtiments agricoles</b>	<b>93 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-16,8%</b>	▼
<b>Secteur privé non agricole</b>	<b>2 468 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>+18,5%</b>	▲
Dont locaux industriels	277 mill. m <sup>2</sup>	+144,2%	▲
Dont commerces	326 mill. m <sup>2</sup>	+15,3%	▲
Dont bureaux	1 032 mill. m <sup>2</sup>	+28,2%	▲
Dont entrepôts	542 mill. m <sup>2</sup>	-13,9%	▼
Dont autres locaux	290 mill. m <sup>2</sup>	+15,3%	▲
<b>Secteur public</b>	<b>721 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>+34,5%</b>	▲

Locaux autorisés (date de prise en compte)	Situation à fin mars 2022 Cumul 12 mois - Evol 1 an		
<b>Total locaux autorisés</b>	<b>4 171 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>+4,3%</b>	▲
<b>Bâtiments agricoles</b>	<b>194 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-1,2%</b>	▼
<b>Secteur privé non agricole</b>	<b>2 949 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>-1,1%</b>	▼
Dont locaux industriels	345 mill. m <sup>2</sup>	+1,1%	▲
Dont commerces	418 mill. m <sup>2</sup>	+1,5%	▲
Dont bureaux	964 mill. m <sup>2</sup>	-18,5%	▼
Dont entrepôts	840 mill. m <sup>2</sup>	+36,5%	▲
Dont autres locaux	382 mill. m <sup>2</sup>	-10,9%	▼
<b>Secteur public</b>	<b>1 028 mill. m<sup>2</sup></b>	<b>+24,8%</b>	▲

**Avertissement** : les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.



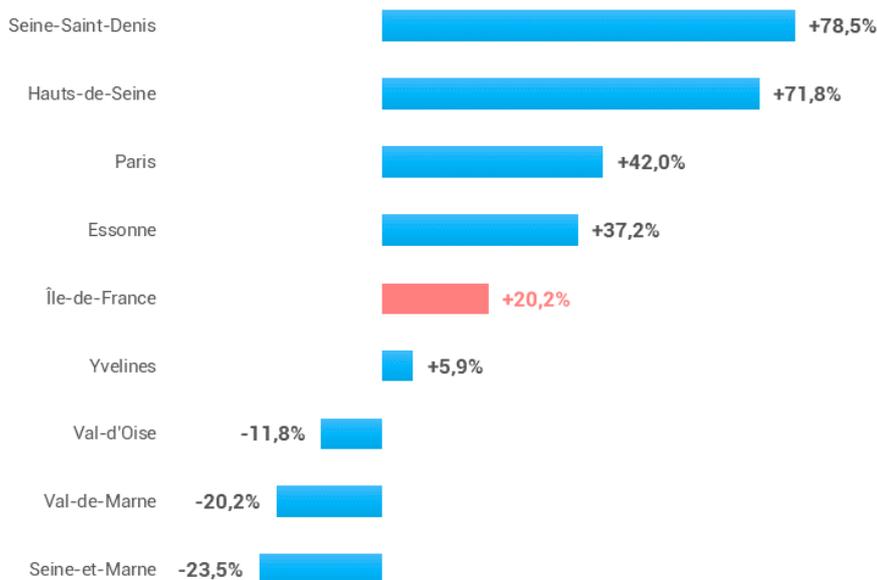
Sources :  
SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

## Bâtiment - Construction neuve

## Bâtiment non résidentiel : chiffres de la construction

Les mises en chantier de locaux dans les départements  
Évolution du cumul 12 mois à fin mars 2022

Unité : % d'évolution à 1 an

LA CONSTRUCTION DE LOCAUX  
SOUMISE A DE FORTES  
DISPARITES TERRITORIALES

De la même manière que la construction de logements neufs, les mises en chantier de locaux connaissent des évolutions assez contrastées dans les différents départements d'Île-de-France.

Sur ces 12 derniers mois (fin février 2021 – fin mars 2022), les mises en chantier de locaux ont augmenté de +20,2% en moyenne en Île-de-France. Cependant, il est à noter que cet indicateur cache de fortes disparités interrégionales et ne constitue qu'une moyenne de valeurs extrêmes. En effet, tandis que certains départements comme la Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-Seine, Paris et l'Essonne enregistrent des augmentations conséquentes de leurs surfaces de locaux commencés (respectivement +78,5%, +71,8%, +42% et +37,2%), les départements du Val-d'Oise, du Val-de-Marne et de Seine-et-Marne, connaissent des évolutions négatives de leurs mises en chantier de locaux (cumul des 12 derniers mois à fin mars 2022).

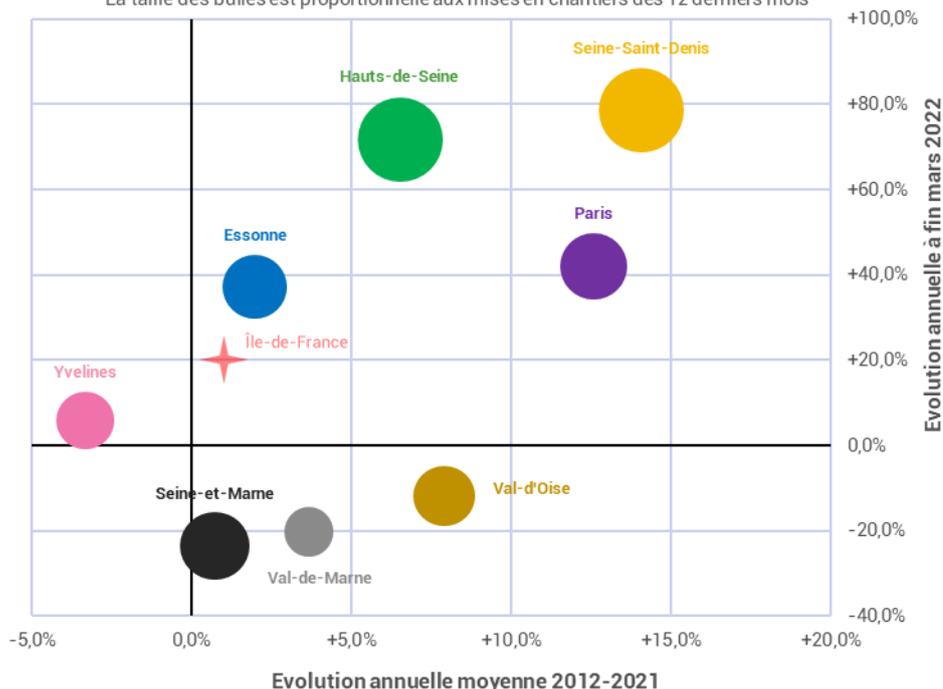
Les évolutions comparées des dynamiques sur courte et longue période des mises en chantier de locaux par département nous permettent de mettre en évidence un certain phénomène d'inertie des disparités territoriales. Les départements dont les mises en chantier sont les plus nombreuses et les plus en hausse sur les 12 derniers mois (Hauts-de-Seine et Seine-Saint-Denis) sont également ceux dont le nombre de locaux sont les plus en hausse sur longue période.

**Note de lecture graphique :** En Seine-Saint-Denis, les mises en chantier de locaux, cumulées sur 12 mois, sont en hausse (+78,5%) à fin mars 2022 par rapport à la même période l'année précédente. Sur longue période (2012-2021), en moyenne, le nombre de logements commencés annuellement dans ce département est également en forte hausse (environ 13%) par an. La taille de la bulle correspond au nombre de logements commencés entre début mars 2021 et fin mars 2022.

**Avertissement :** les statistiques de la construction neuve de locaux à usage autre qu'habitation restent pour l'heure publiées par le SDES en date de prise en compte (DPC). L'analyse de ces séries mérite donc beaucoup de précaution.

## Sources :

SDES, Sit@del2 (date de prise en compte)

Les mises en chantier de locaux  
Évolutions comparées courte période / longue périodeUnité : % d'évolution à 1 an / % d'évolution annuelle moyenne 2012-2021  
La taille des bulles est proportionnelle aux mises en chantiers des 12 derniers mois

# Bâtiment - Entretien-rénovation

## Activité constatée

### ENTRETIEN-RENOVATION

#### STAGNATION DE L'ACTIVITE EN ENTRETIEN-RENOVATION AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022

En Île-de-France, au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, les activités d'entretien rénovation connaissent des évolutions contrastées en volume et en valeur. En effet, tandis que l'activité d'entretien-rénovation témoigne une stagnation en volume par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, l'activité en valeur connaît une augmentation de +5% sur la même période. Ce décalage entre les évolutions en volume et en valeur s'explique par l'inflation (cf. hypothèse de hausse des prix de 5%).

Au niveau national, la tendance est la même bien que dans des proportions différentes : les évolutions de l'activité d'entretien-rénovation en valeur (+6,4%) sont nettement plus importantes que celles en volume (+1,4%), au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021). Il est à noter qu'au niveau national, l'évolution en volume, bien que faible, demeure positive (+1,4%), contrairement à celle de la région Île-de-France (0%)

En volume, au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, les taux d'évolution de l'activité d'entretien-rénovation varient de 0% à +2,7% entre les régions. Les régions du Nord Ouest (Pays-de-la-Loire, Centre-Val de Loire) sont celles qui connaissent les évolutions de leur activité en volume les plus importantes, par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 (+2,7%). A l'inverse, comme au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021, l'Île-de-France reste la région moins dynamique en termes de croissance de l'activité d'entretien en volume au 1<sup>er</sup> trimestre 2022.

En valeur, le bilan est plus positif pour l'ensemble des territoires et les taux d'évolution de l'activité d'entretien-rénovation au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 varient de +5% à 7,7% entre les régions. Les régions du Nord Ouest témoignent à nouveau de dynamiques plus positives que les autres et l'Île-de-France reste l'une des régions affichant les moins bonnes performances, en valeur.

Evolution en volume de l'activité d'entretien-rénovation	1 <sup>er</sup> trimestre 2022 - Evol 1 an	
<b>De logements</b>		
Île-de-France	<b>-0,4%</b>	=
France	<b>+0,9%</b>	▲
<b>De bâtiments non-résidentiels</b>		
Île-de-France	<b>+1,0%</b>	▲
France	<b>+2,9%</b>	▲

### FOCUS : RENOVATION ENERGETIQUE

#### TRES FAIBLE HAUSSE DE LA RENOVATION ENERGETIQUE AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022

En Île-de-France, au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, l'activité de rénovation énergétique est à l'image de l'entretien rénovation dans sa globalité. En effet, tandis que l'activité de rénovation énergétique connaît une certaine stagnation de +0,4% en volume, par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, cette dernière témoigne d'une hausse de plus de +5,4% en valeur.

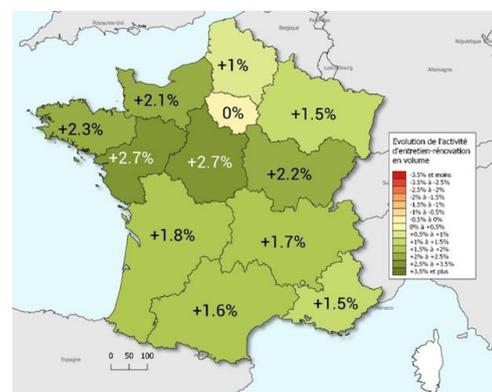
La situation au niveau national est comparable, avec une hausse de l'activité de rénovation énergétique plus significative en valeur (+5,4%) qu'en volume (+1,1%) au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. Comme pour l'activité d'entretien-rénovation, les régions du Nord Ouest (Normandie, Bretagne, et Pays-de-la-Loire) témoignent de dynamiques particulièrement positives. L'Île-de-France et l'Occitanie sont les régions où les taux d'évolution de l'activité de rénovation énergétique au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 sont les plus faibles, à la fois en valeur et en volume, par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021.

#### EVOLUTION DE L'ACTIVITE D'ENTRETIEN-RENOVATION EN VOLUME AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022

**0,0%** =  
(EVOLUTION 1 AN)

#### EVOLUTION DE L'ACTIVITE D'ENTRETIEN-RENOVATION EN VALEUR AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022

**+5,0%** ▲  
(EVOLUTION 1 AN)

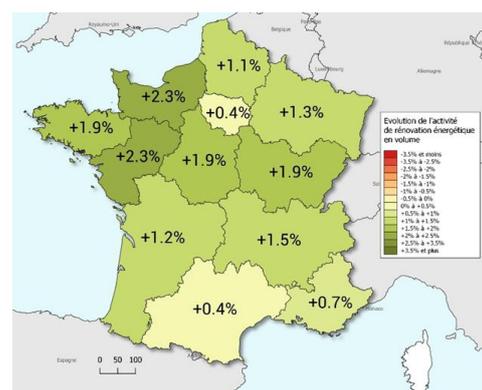


#### EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE RENOVATION ENERGETIQUE EN VOLUME AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022

**+0,4%** =  
(EVOLUTION 1 AN)

#### EVOLUTION DE L'ACTIVITE DE RENOVATION ENERGETIQUE EN VALEUR AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022

**+5,4%** ▲  
(EVOLUTION 1 AN)



# Bâtiment - Entretien-rénovation

## Perspectives d'activité

### HAUSSE DES CARNETS DE COMMANDES EN ENTRETIEN-RENOVATION AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022

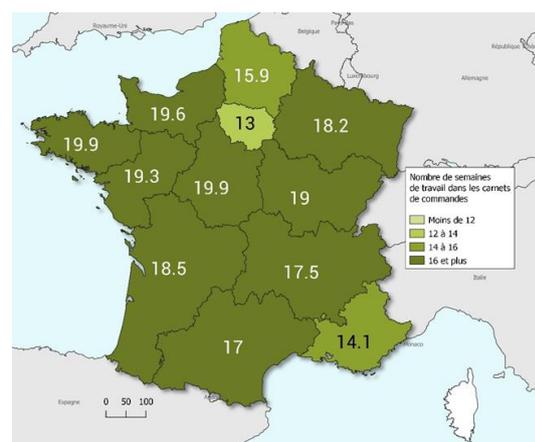
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, en moyenne, 13 semaines de travail sont garanties par les carnets de commandes des entreprises en entretien rénovation. Cet indicateur a fortement augmenté par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 (+2,4 semaines) et est également supérieur à son niveau d'avant crise (12,5 semaines au 4<sup>ème</sup> trimestre 2019). Le niveau des carnets de commandes enregistré au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 en Île-de-France est par ailleurs plus élevé que tous ceux relevés depuis le 1<sup>er</sup> trimestre 2018, à savoir la date de commencement de cette publication.

Au niveau national, en moyenne 16,6 semaines de travail sont garanties par les carnets de commandes, soit 3,6 semaines de plus qu'en région francilienne. L'Île-de-France demeure la région de France métropolitaine où les carnets de commandes en entretien-rénovation sont les moins bien remplis.

### SEMAINES DE TRAVAIL GARANTIES EN MOYENNE PAR LES CARNETS DE COMMANDES DES ENTREPRISES EN ENTRETIEN-RÉNOVATION

A LA FIN DU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022

**13,0** ▲  
(EVOLUTION 1 AN)



### LES PROFESSIONNELS DU BATIMENT MITIGES QUANT A LEUR FUTURE ACTIVITE EN ENTRETIEN-RENOVATION

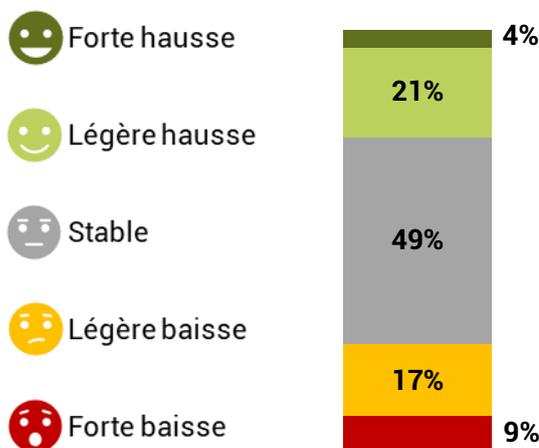
Malgré un niveau moyen de carnets de commandes relativement élevé à la fin du 1<sup>er</sup> trimestre 2022, les anticipations des professionnels du bâtiment pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 sont mitigées. En effet, si près de la moitié des chefs d'entreprises (49%) estiment que leur montant de facturation en entretien-rénovation sera stable au prochain trimestre (par rapport au précédent), 28% estiment que ce dernier sera en baisse (forte ou légère) sur cette même période. Seul un professionnels sur cinq (21%) est optimiste quant à ses montant de facturation en entretien rénovation au prochain trimestre, et pense que ces derniers vont augmenter (faiblement ou fortement) au 2<sup>ème</sup> trimestre 2022.

Le solde d'opinion des professionnels quant à leur activité en entretien-rénovation pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 est ainsi très légèrement négatif et égal à -1. Cet indicateur est en baisse par rapport à celui prévalant au trimestre précédent (+7 pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2021) mais comparable à celui de l'année précédente à la même période (+1 pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2021).

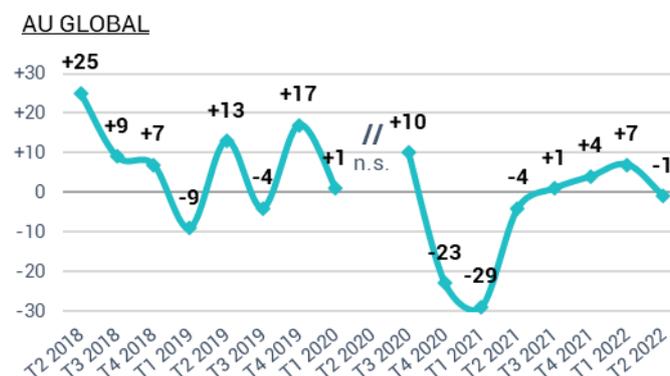
### PART DES PROFESSIONNELS QUI PRÉVOIENT UNE LÉGÈRE OU FORTE HAUSSE DE LEUR MONTANT DE FACTURATION D'ENTRETIEN-RÉNOVATION

POUR LE 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022

**25%** ▼  
(EVOLUTION 1 TRIM.)



### Solde d'opinion\* des entreprises sur l'évolution prévue de leur montant de facturation au 1<sup>er</sup> trim. 2022



Source : Réseau des CERC - Unité : % d'entreprises relevant du champ d'observation décrit dans la Méthodologie

Solde d'opinion : % d'entreprises prévoyant une légère ou forte hausse - % d'entreprises prévoyant une légère ou forte baisse de leur montant de facturation d'entretien-rénovation

# Bâtiment - Entretien-rénovation

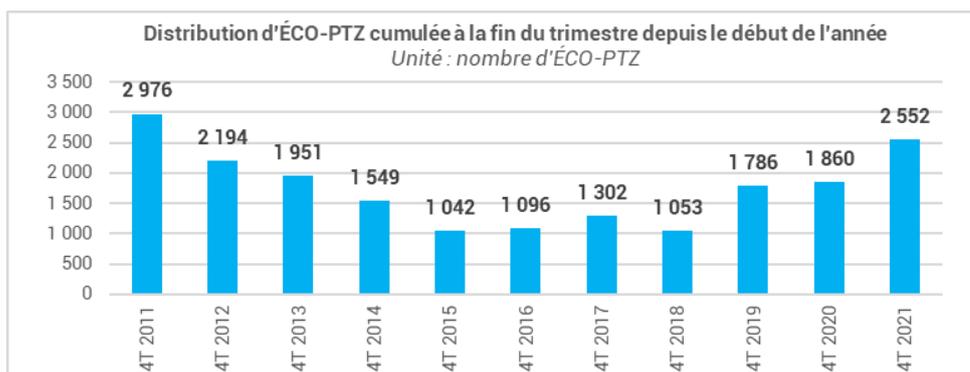
## Bâtiment résidentiel - Prêts à taux zéro

### L'ECO-PTZ EN PLEIN ESSOR

Entre début janvier et fin décembre 2021, les travaux liés à l'ECO-PTZ sont en très forte croissance en Île-de-France : plus de 44,62 millions d'euros de travaux sont réalisés dans ce cadre sur cette période, soit +42,5% de plus que sur la même période de l'année précédente (début janvier 2020 à fin décembre 2020). Le nombre de travaux liés à l'ECO-PTZ augmente également de manière très conséquente sur l'année 2021. En effet, plus de 2 552 prêts ECO-PTZ ont été accordés sur l'année 2021, soit +37,2% par rapport à l'année 2020. Ces chiffres témoignent d'une réelle explosion du recours à ce dispositif : le nombre de prêts dispensés sur l'année 2021, n'avait pas été aussi élevé depuis 2011, à savoir le début de la mise en place du dispositif.

Ce nouvel essor de l'ECO-PTZ peut-être mis en relation avec la simplification des modalités d'octroi du dispositif (assouplissement des conditions imposées aux demandeurs) mis en place au cours de l'année 2019 et les nouveaux efforts consentis par le gouvernement, dans le cadre de son Plan de relance pour favoriser l'activité d'entretien-rénovation de logements, et de manière plus générale, la transition énergétique.

Travaux liés à l'ÉCO-PTZ	De janvier à la fin du 4 <sup>e</sup> trimestre 2021 Evol 1 an		
Volume de travaux réalisés lié à l'ÉCO-PTZ	44,62 M€	+42,5%	▲
Nombre d'ÉCO-PTZ	2 552 ÉCO-PTZ	+37,2%	▲



### LE PTZ+ EN DECLIN DANS LE NEUF ET DANS L'ANCIEN

Au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021, le nombre de PTZ+ accordés se contracte à la fois dans l'ancien et dans le neuf. En effet, dans le neuf, environ 3 300 prêts ont été délivrés au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021, soit -13,2% de moins qu'à la même période l'année précédente (4<sup>ème</sup> trimestre 2020). Le constat est similaire s'agissant de l'ancien : seulement 147 prêts ont été distribués entre septembre et décembre 2021, soit une diminution de -13,5%.

Ces chiffres sont à mettre en relation avec la baisse des réservations de logements en 2021.

Prêts à 0% PTZ+	4 <sup>e</sup> trimestre 2021 - Evol 1 an		
<b>Dans le neuf</b>			
Nombre de prêts délivrés	3 292	-13,2%	▼
<b>Dans l'ancien</b>			
Nombre de prêts délivrés	147	-13,5%	▼

### VOLUME DE TRAVAUX RÉALISÉS

#### ECO-PTZ

DE JANVIER À FIN DU 4<sup>e</sup> TRIM. 2021

**44,62 M€**

**+42,5%** ▲

(EVOLUTION 1 AN)

L'éco-PTZ permet de bénéficier d'un prêt à taux zéro de 30 000 euros maximum pour financer des travaux d'éco-rénovation.

Il s'adresse aux propriétaires, qu'ils habitent le logement, ou qu'ils le mettent en location et aux syndicats de copropriétaires.

Les travaux doivent être réalisés par des entreprises RGE (Reconnu Garant de l'Environnement).

### PRETS A 0% PTZ+

#### DISTRIBUÉS DANS LE NEUF

EN 1 AN AU 4<sup>e</sup> TRIMESTRE 2021

**3 292 prêts**

**-13,2%** ▼

(EVOLUTION 1 AN)

Le PTZ est un prêt à taux zéro attribué sous conditions de ressources pour l'acquisition d'une résidence principale neuve, ou vendue par le bailleur social à son occupant. Le montant est limité à 40% de l'achat du logement neuf. Depuis le 1er janvier 2015, il est également ouvert à l'achat de logements anciens à réhabiliter en milieu rural.

#### Sources :

SGFGAS (données brutes)

# 2 Travaux publics

## Opinion des chefs d'entreprises

### ACTIVITÉ RÉCENTE ET PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ

#### ACTIVITE EN BAISSSE ET PREVISIONS A LA HAUSSE POUR LES TRAVAUX PUBLICS FRANCILIENS AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, l'activité est en baisse dans le secteur des Travaux Publics franciliens. Le solde d'opinion des chefs d'entreprise TP est négatif (-17) : il y a donc plus d'entreprises (17% du total des entreprises) qui considèrent que leur activité est en baisse au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, que d'entreprises estimant que cette dernière est en hausse sur la même période. La valeur de cet indicateur est comparable à celle du trimestre précédent (-15). La situation par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021 est globalement inchangée. Il est toutefois à noter que le solde d'opinion des chefs d'entreprises de TP au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 (-17) reste meilleur qu'anticipé par les professionnels au trimestre précédent (-24).

Les anticipations des chefs d'entreprises de Travaux Publics francilien pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 semble en revanche beaucoup plus optimistes : le solde d'opinion des professionnels est positif et égal à 8. Ainsi, pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2022, il y a plus de chefs d'entreprises (8% du total des entreprises) qui prévoient une croissance de leur activité que de professionnels qui estiment que cette dernière va reculer.

S'agissant des effectifs, les chefs d'entreprises de Travaux Publics prévoient une augmentation de leurs effectifs futurs, à la fois salariés et intérimaires. Les soldes d'opinion des professionnels sur les effectifs futurs sont supérieurs à leur niveau long terme.

#### ACTIVITÉ RÉCENTE

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES  
AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022

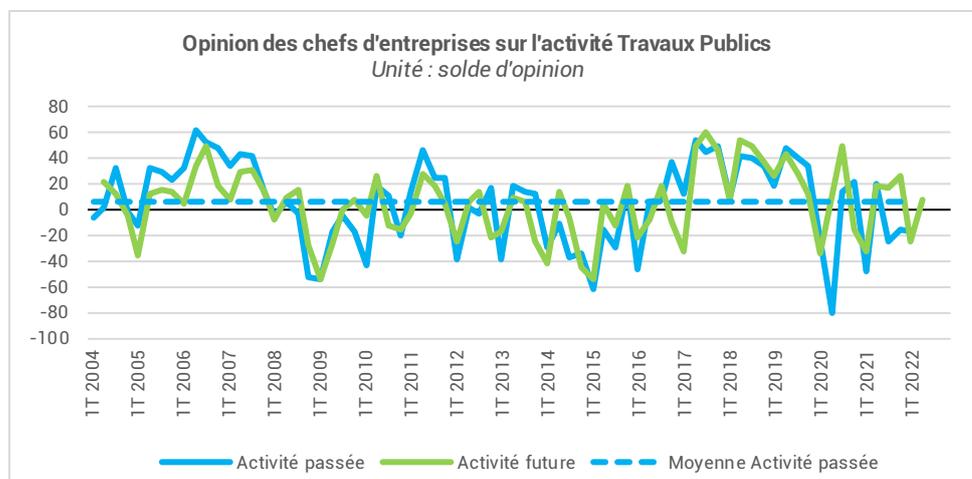
**-17** =

#### PRÉVISION D'ACTIVITÉ

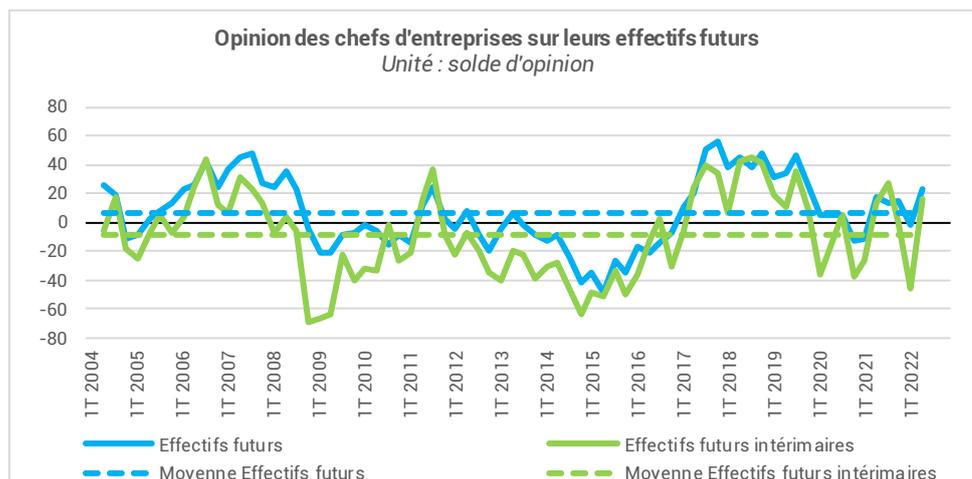
OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES  
AU 2<sup>o</sup> TRIMESTRE 2022

**8** ▲

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	Evol 1 trimestre	
Prévisions d'activité pour le 2 <sup>e</sup> trimestre 2022	8	▲
Activité récente du 1 <sup>er</sup> trimestre 2022	-17	=



**Note :** Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».



**Source :** Enquête trimestrielle FNTP/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

# 2 Travaux publics

## Opinion des chefs d'entreprises

### BAISSE DES CARNETS DE COMMANDES ET HAUSSE DES PRIX PRATIQUES AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022

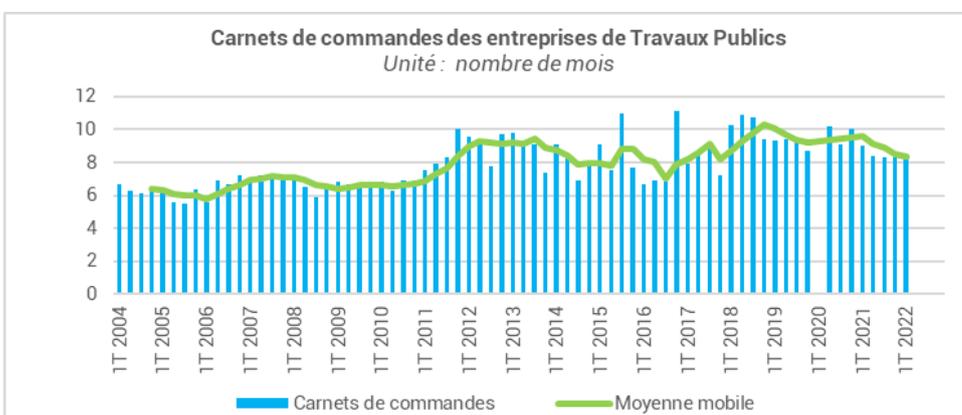
Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, les carnets de commandes des entreprises de TP enregistrent une baisse de -1,2 mois par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. Les carnets de commandes restent toutefois bien remplis en moyenne : 8,4 mois au 1<sup>er</sup> trimestre 2022.

S'agissant des délais de paiement, le 1<sup>er</sup> trimestre 2022 est plutôt marqué par une stagnation. En effet, le solde d'opinion des entreprises est quasi nul (-1) : il y a autant de chefs d'entreprises de TP qui estiment que les délais de paiement ont diminué, que de chefs d'entreprises qui considèrent que ces derniers ont augmenté.

Les soldes d'opinion concernant les prix pratiqués sont positifs au 1<sup>er</sup> trimestre (+9). Les chefs d'entreprises estiment que les prix pratiqués devraient continuer à croître au 2<sup>ème</sup> trimestre 2022.

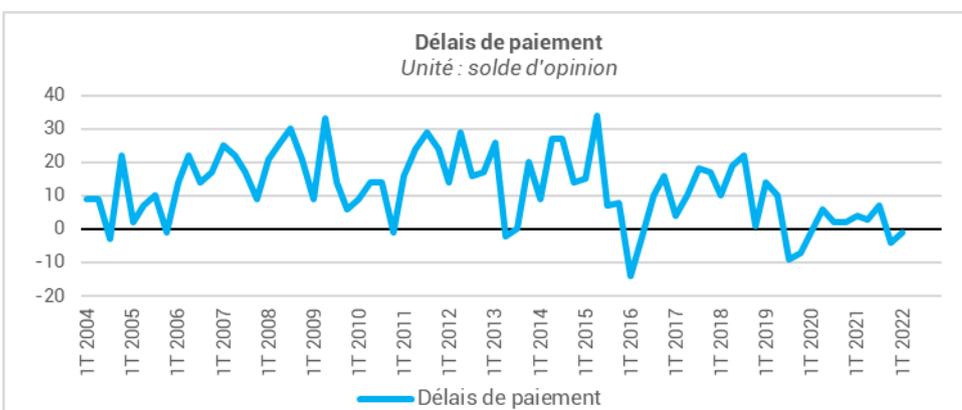
### CARNETS DE COMMANDES

Opinion des chefs d'entrep. sur l'activité Travaux Publics	1 <sup>er</sup> trimestre 2022 - Evol 1 an		
Moyenne des carnets de commandes des quatre derniers trimestres	8,4 mois	-1,2 mois	▼



### DÉLAIS DE PAIEMENT

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics (solde d'opinion)	1 <sup>er</sup> trimestre 2022 - Evol 1 trim.	
Délais de paiement	-1	=



### PRIX PRATIQUÉS

Opinion des chefs d'entreprise sur leurs prix (solde d'opinion)	Evol 1 trimestre	
Prix pratiqués pour le 2 <sup>ème</sup> trimestre 2022	59	▲
Prix pratiqués au 1 <sup>er</sup> trimestre 2022	9	▲

### CARNETS DE COMMANDES

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES  
AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022

**-1,2 mois** ▼

Source : Enquête trimestrielle FNT/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

Note : Solde d'opinion : écart entre % des réponses « en hausse » et % des réponses « en baisse ».

### DÉLAIS DE PAIEMENT

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES  
AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022

**-1** =

### PRIX PRATIQUÉS

OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISES  
AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022

**9** ▲

# 2 Travaux publics

## Opinion des chefs d'entreprises

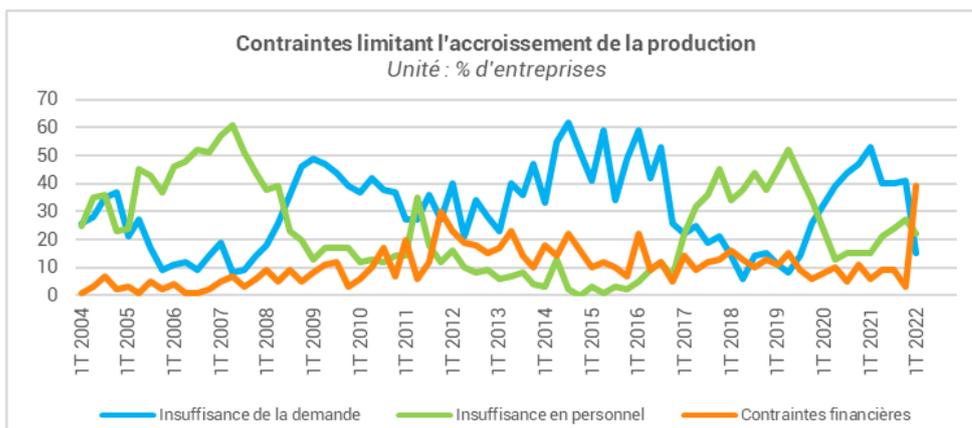
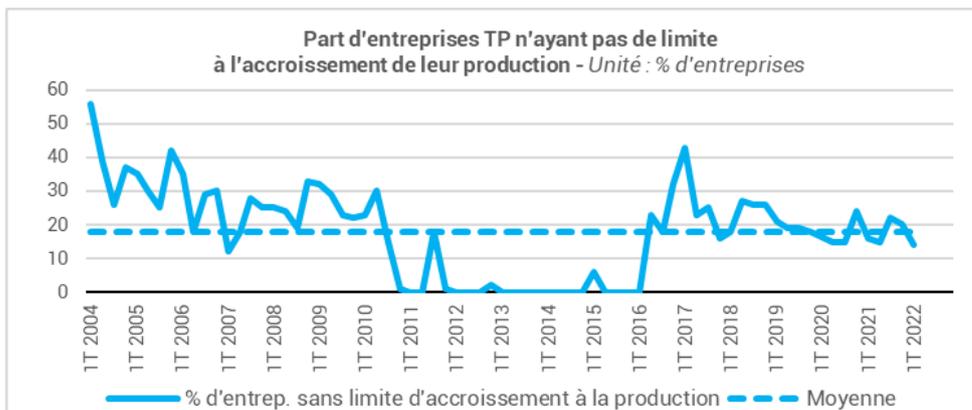
### LA CONTRAINTE FINANCIERE : LA PRINCIPALE CONTRAINTE A L'ACCROISSEMENT DE LA PRODUCTION DES ENTREPRISES DE TP

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, près de 15% des entreprises déclarent ne pas avoir de limites à l'accroissement de leur production. Ce chiffre est en légère baisse (-2 points) par rapport à l'année précédente, mais également par rapport au 4<sup>ème</sup> trimestre 2022 (- 6 points).

Pour les entreprises concernées, la principale contrainte à l'accroissement de leur production est la contrainte financière (39% du total des entreprises). Par ailleurs, cette dernière est nettement plus prégnante que l'année précédente à la même période (+33 points). Cette tendance est à mettre en relation avec le début des remboursements des PGE et l'inflation actuelle (hausse des prix des matériaux, de l'énergie et du matériel). Les insuffisances en personnel et en matériel touchent également de nombreuses entreprises de TP (respectivement +22% et +18%). C'est également le cas des « autres facteurs », qui concernent un tiers des professionnels, soit +22 points de plus qu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2021.

### CONTRAINTES DE PRODUCTION

Opinion des chefs d'entreprise sur l'activité Travaux Publics	1 <sup>er</sup> trimestre 2022 - Evol 1 an		
Entreprises n'ayant pas de limites à l'accroissement de leur production (% d'entrep.)	14%	-2 pts	▼
<b>Contraintes empêchant les entreprises d'augmenter leur production (% d'entrep.)</b>			
Insuffisance de la demande	15%	-38 pts	▼
Insuffisance en personnel	22%	+7 pts	▲
Contraintes financières	39%	+33 pts	▲
Conditions climatiques	1%	-1 pts	=
Insuffisance de matériel	18%	+18 pts	▲
Autres facteurs	34%	+22 pts	▲



Source : Enquête trimestrielle FNT/INSEE (données brutes ; disponibles pour la France métropolitaine)

# Matériaux

## Production et consommation (BPE / granulats / ciment)

### LA PRODUCTION DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION EN BAISSÉ

La production de matériaux de construction est en baisse pour le mois de mars 2022. Avec 517 369 m3 de BPE et 907 kilotonnes de granulats produits, les productions de BPE et de granulats sont en recul de respectivement -10,7% (BPE) et -1,1% (granulats) en mars 2022, par rapport à la même période l'année précédente.

Par ailleurs, le mois de mars semble représentatif de la tendance prévalant au début de l'année 2022. En effet, au premier trimestre 2022, les productions de BPE et de granulats sont en baisse de respectivement -2,6% et -4,6% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, avec seulement 1 400 965 m3 de BPE et 2 042 kilotonnes de granulats produits.

Il est à noter qu'après la forte chute de la production de matériaux de construction enregistrée pendant la crise sanitaire, et le rebond post-crise qui a suivi, la production de matériaux n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant crise. Les productions de BPE et de granulats franciliennes sont d'ailleurs en chute constante depuis le début de l'année 2021. Les productions de matériaux de construction étant des indicateurs avancés de la conjoncture globale de la filière construction, ces tendances laissent présager un ralentissement à venir de tout le secteur.

### PRODUCTION DE BPE

entre janv. et mars 2022

**1 400 965 m3**

**-2,6%** ▼

(EVOLUTION 1 AN)

### PRODUCTION DE GRANULATS

entre janv. et mars 2022

**2 042 kt**

**-4,2%** ▼

(EVOLUTION 1 AN)

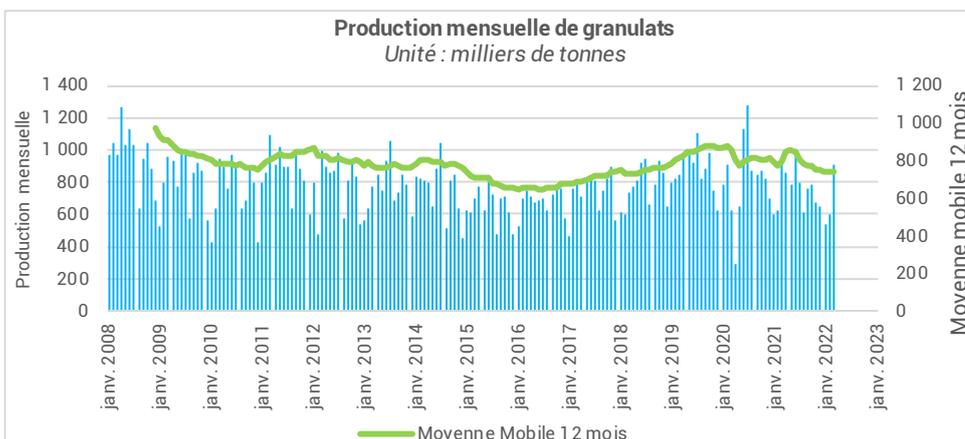
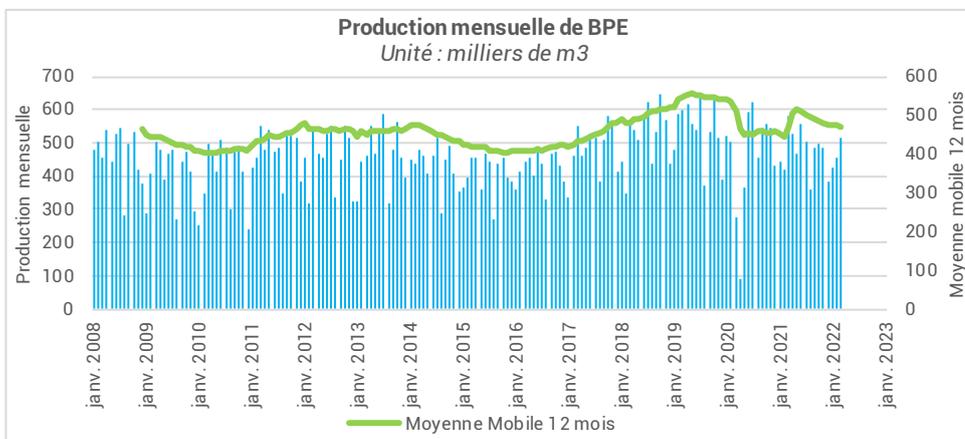
#### La production de matériaux - Evol 1 an

##### Production du mois

Production de BPE en mars 2022	517 369 m3	-10,7%	▼
Prod. de Granulats en mars 2022	907 kt	-1,1%	▼

##### Production depuis le début de l'année

Production de BPE entre janv. et mars 2022	1 400 965 m3	-2,6%	▼
Production de Granulats entre janv. et mars 2022	2 042 kt	-4,2%	▼



Sources :  
UNICEM  
(données brutes, non cvs, non cjo)

# 4 Appareil de production

## Emploi salarié et intérimaire

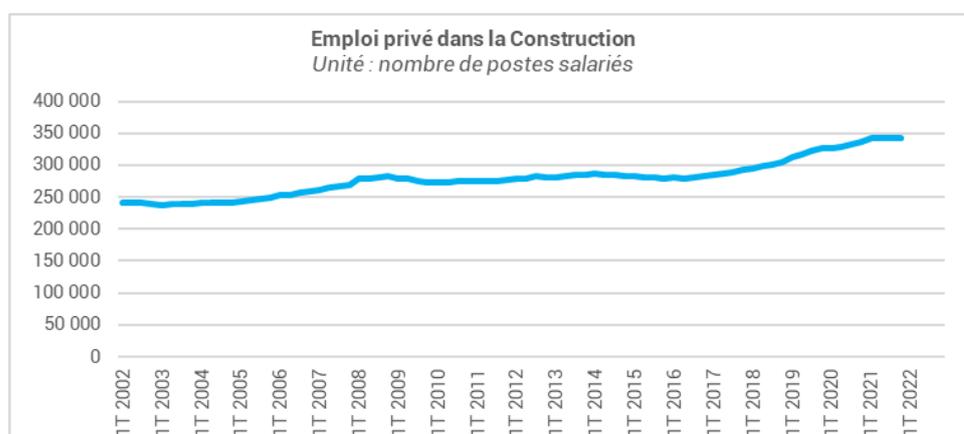
### EMPLOI SALARIÉ

#### HAUSSE CONTINUE DE L'EMPLOI PRIVE DANS LA CONSTRUCTION

Malgré la crise sanitaire de la Covid-19, la dynamique de l'emploi salarié qui prévalait avant la crise n'a pas été remise en cause sur l'année 2021. En effet, sur l'année 2021, l'emploi salarié continue sur la même tendance et persiste dans la hausse continue de ses effectifs. Ainsi, au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021, le secteur de la construction compte plus de 342 000 salariés, soit +1,7% de plus que l'année précédente à la même période (4<sup>ème</sup> trimestre 2020).

Toutefois, l'Île-de-France est la région de France métropolitaine qui connaît l'augmentation la plus faible de son emploi salarié au 4<sup>ème</sup> trimestre 2021.

Emploi salarié dans la Construction (emploi privé)	4 <sup>o</sup> trimestre 2021 - Evol 1 an		
Nombre de postes salariés Construction	342 092 sal.	+1,7%	▲



### EMPLOI SALARIÉ

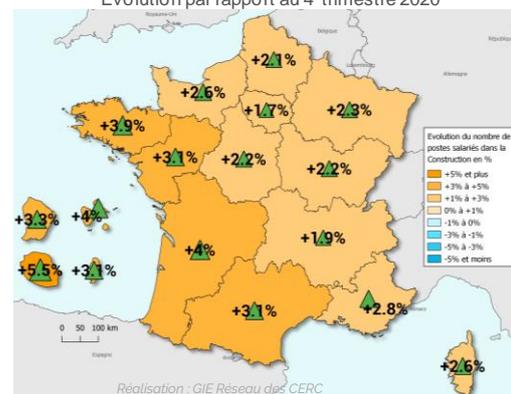
AU 4<sup>o</sup> TRIMESTRE 2021 (évol 1 an)

**342 092 sal.**

**+1,7%** ▲

(EVOLUTION 1 AN)

Emploi salarié dans la construction au 4<sup>o</sup> trimestre 2021  
Evolution par rapport au 4<sup>o</sup> trimestre 2020



#### Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)

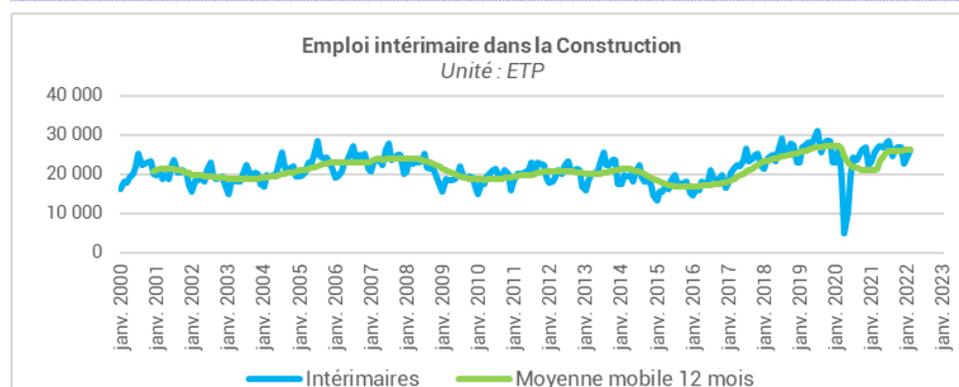
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

### EMPLOI INTERIMAIRE

#### HAUSSE PERSISTANTE DU NOMBRE D'INTERIMAIRES DANS LA CONSTRUCTION

S'agissant des emplois intérimaires de la construction, le bilan est également positif. En effet, en février 2022, 26 385 intérimaires construction en équivalent temps pleins ont été recensés, soit +3,4% de plus qu'en février 2021. Cette hausse est d'autant plus marquée sur les 12 derniers mois (début mars 2021 – fin février 2022) avec une augmentation de +25,4% du nombre d'intérimaires dans la construction par rapport à la même période l'année précédente, avec 26 262 intérimaires en équivalent temps pleins travaillant en moyenne dans le secteur sur cette période. Si les chiffres sur 12 mois témoignent d'une certaine reprise d'activité du secteur post Covid-19, les données sur les derniers mois permettent de mettre en évidence un certain essoufflement de cette dynamique.

Emploi intérimaire Construction (en équivalents temps plein - brut)	Février 2022 - Evol 1 an		
Intérimaires Construction en Février 2022	26 385 ETP	+3,4%	▲
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 3 derniers mois à fin Février 2022	24 447 ETP	+3,4%	▲
Nombre moyen d'intérimaires dans la Construction au cours des 12 derniers mois à fin Février 2022	26 262 ETP	+25,4%	▲



### INTERIMAIRES CONSTRUCTION

MOYENNE 3 MOIS À FIN FÉVRIER 2022

**24 447 ETP**

**+3,4%** ▲

(EVOLUTION 1 AN)

#### Sources :

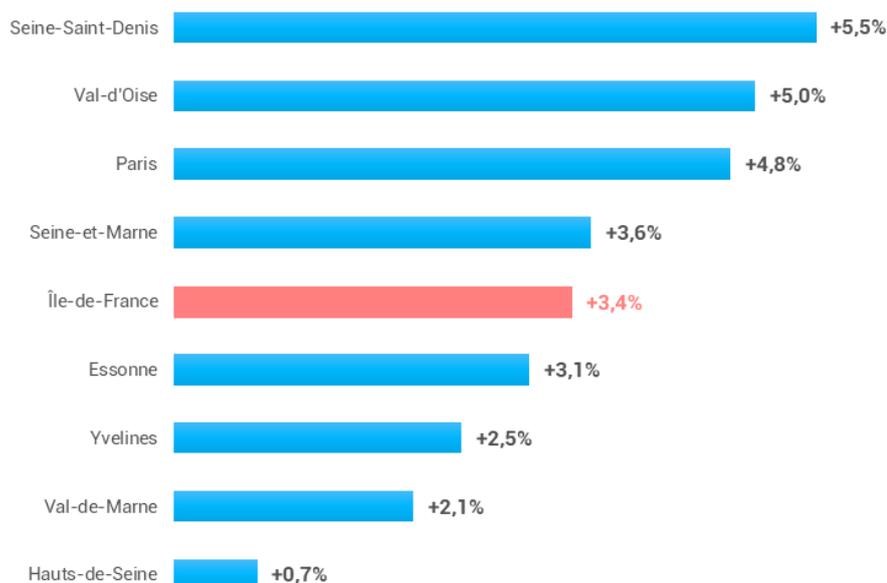
DARES (données brutes – ETP)

# 4 Appareil de production

## Emploi salarié et intérimaire

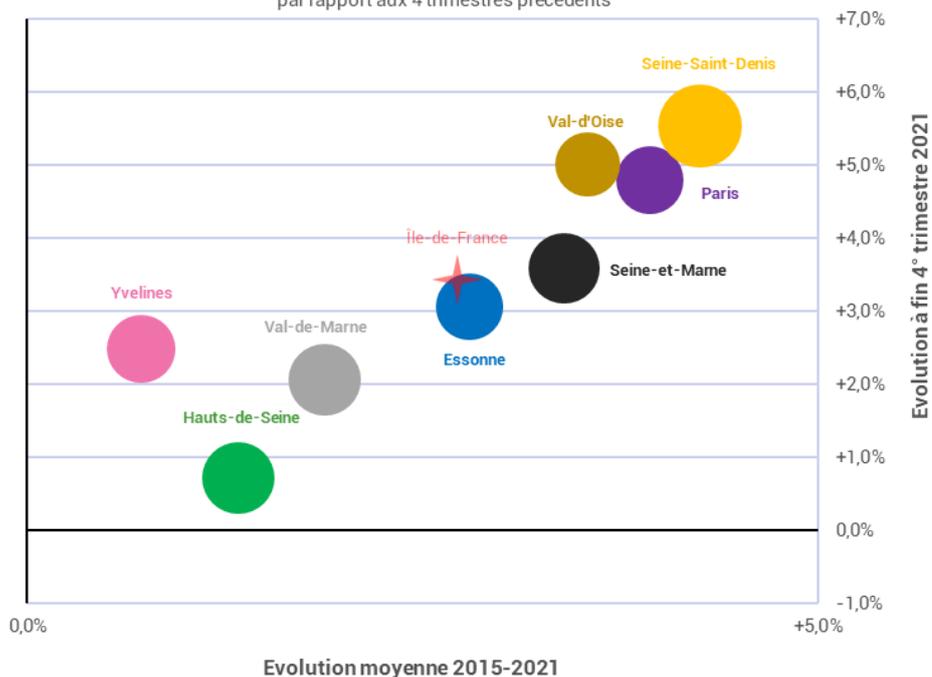
### L'emploi salarié dans les départements moyenne du 1T2021 au 4T2021 / moyenne du 1T2020 au 4T2020

Unité : % d'évolution



### L'emploi salarié Evolutions comparées courte période / longue période

Unité : % d'évolution de l'effectif moyen des 4 derniers trimestres par rapport aux 4 trimestres précédents



### L'EMPLOI SALARIE FRANCILIEN SOU MIS A DE FAIBLES DISPARITES TERRITORIALES

Sur les 12 derniers mois, à la fin du 4<sup>ème</sup> trimestre 2021, l'emploi salarié francilien a augmenté de +3,4% en moyenne en Île-de-France, par rapport à la même période l'année précédente.

Comme au trimestre précédent, cette tendance à la hausse des effectifs salariés sur la période considérée se vérifie pour l'ensemble des départements franciliens. Par ailleurs, la grande majorité des départements connaissent des évolutions de leur emploi salarié assez proche de la moyenne nationale. Les taux de croissance des effectifs salariés des différents départements oscillent entre +0,7% et 5,5%. Ainsi, la Seine-Saint-Denis (+5,5%) et le Val d'Oise (+5%) connaissent des hausses de leur emploi salarié légèrement supérieur à la moyenne régionale et les départements des Hauts-de-Seine (0,7%) et Val-de-Marne (+2,1%) enregistrent des augmentations inférieures. Cette tendance à l'homogénéité de l'évolution de l'emploi salarié que nous avons déjà constatée dans les précédentes notes de conjoncture, trouve certainement son explication dans la grande mobilité géographique permise aux salariés par les infrastructures de la région d'Île-de-France.

Par ailleurs, la crise sanitaire de 2020 ne semble pas avoir affecté les faibles disparités territoriales relatives à l'emploi salarié francilien. Les départements les plus dynamiques sur le long terme sont également ceux qui connaissent les hausses les plus importantes de leur emploi salarié sur l'année 2021. Les évolutions comparées sur courtes et longues périodes sont concordantes.

**Note de lecture graphique :** En Seine-Saint-Denis, l'emploi salarié est en hausse de 5,5% sur les 12 derniers mois à la fin du 4<sup>ème</sup> trimestre 2021. L'emploi salarié est également en hausse d'environ +4% en moyenne sur la période 2015-2021, dans ce territoire. La taille de la bulle correspond à la taille des effectifs de l'emploi salarié dans le département.

#### Sources :

ACOSS – URSSAF (données cvs)  
Les données correspondent à un nombre de postes salariés.

# 4 Appareil de production

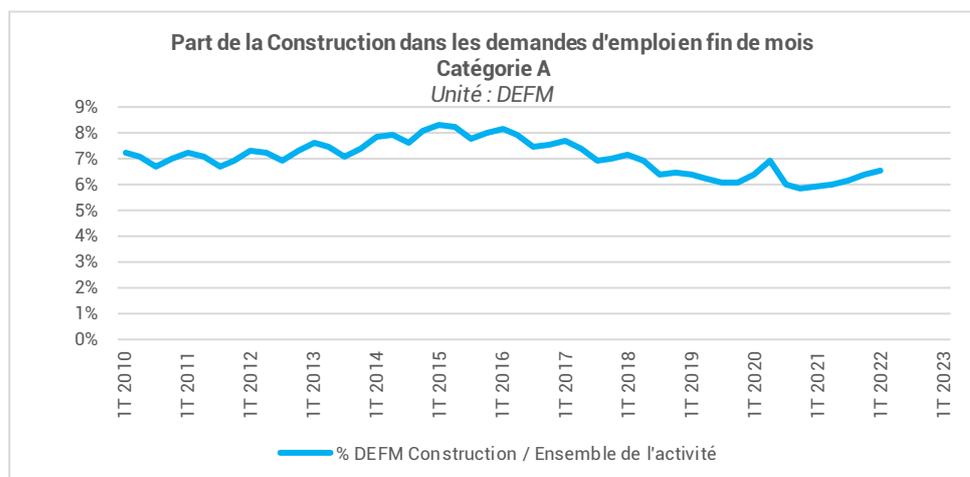
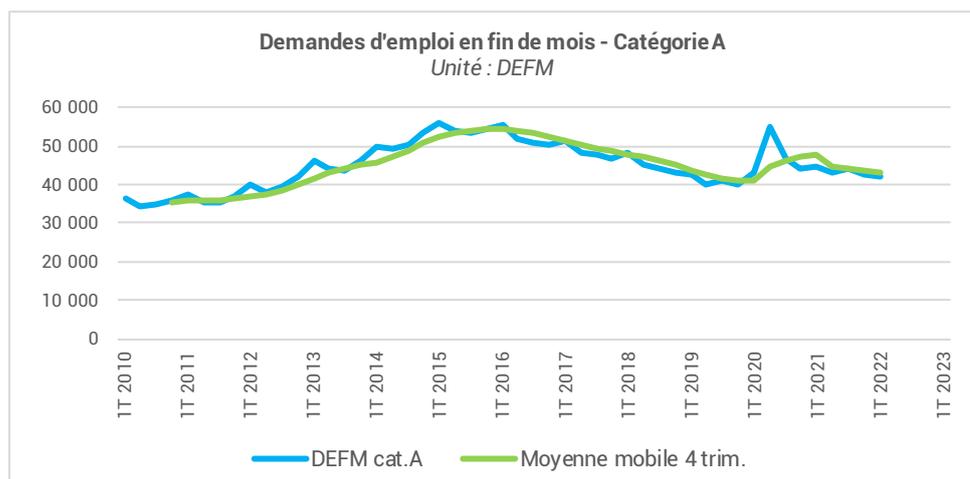
## Demandes d'emploi

### BAISSE DES DEMANDES D'EMPLOI DANS LA CONSTRUCTION AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2022

En Île-de-France dans le secteur de la Construction, les demandes d'emploi (DEFM) connaissent une baisse de -5,5% au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, avec au total 42 194 demandes d'emploi enregistrées. Toutefois, il est important de noter que cette tendance à la baisse des DEFM dans le secteur de la construction reste moins importante que la baisse constatée tous secteurs économiques confondus (-15,1% par rapport à la même période l'année précédente). Par ailleurs, bien que le niveau de DEFM au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 soit comparable avec la moyenne mobile de cet indicateur, ce dernier reste supérieur au niveau d'avant crise.

Les demandes d'emploi du secteur de la Construction d'Île-de-France représentent 7% des DEFM de l'ensemble de l'activité francilienne. Cet indicateur reste stable par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021.

Demandes d'emplois en fin de mois (catégorie A)	1 <sup>er</sup> trimestre 2022 - Evol 1 an		
DEFM Construction	42 194 DEFM	-5,5%	▼
DEFM tous secteurs économiques	641 819 DEFM	-15,1%	▼
% Construction / Ensemble de l'activité	7%	0,0 pt	=



### DEMANDES D'EMPLOI

AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2022 (évol 1 an)

**42 194 DEFM**

**-5,5%** ▼

(EVOLUTION 1 AN)

#### Sources :

Pôle emploi-DARES, STMT (Statistiques Mensuelles du marché du travail). Données brutes

Ces données (brutes) présentent les séries des demandeurs d'emploi fin de mois (DEFM) en catégorie A recherchant un métier dans la Construction, qu'ils soient issus d'une entreprise de la Construction ou non.

Des modifications récentes du suivi du parcours du demandeur d'emploi ne permettent plus, en effet, de disposer de l'information sur son activité antérieure.

# 4 Appareil de production

## Créations et défaillances d'entreprises

### STAGNATION DE LA CREATION D'ENTREPRISES AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022

En Île-de-France, au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, les créations d'entreprises du secteur de la construction (5 071 entreprises créées) témoignent d'une certaine stagnation (-0,1%, par rapport à la même période l'année précédente). Les créations d'entreprises « hors micro-entrepreneurs » connaissent en revanche une augmentation de +4,4% par rapport à la même période l'année précédente. C'est donc la création de micro-entreprises qui connaît une forte baisse au cours du 1<sup>er</sup> trimestre. Toutefois, la création d'entreprises, et plus particulièrement de micro-entreprises ayant été particulièrement importante au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, cette baisse s'explique essentiellement par la période de référence de l'indicateur.

La tendance sur les 4 derniers mois est globalement comparable. En effet, les créations d'entreprises cumulées au cours des 4 derniers trimestre connaissent une stagnation de -0,6%, avec 17 598 entreprises créées entre début avril 2021 et fin mars 2022 tandis que les créations d'entreprises « hors micro-entrepreneurs » sont en hausse de +9,6% sur cette même période avec 12 131 entreprises créées. Il est à noter que ces indicateurs restent nettement supérieurs à la moyenne mobile de long terme.

Créations d'entreprises dans le secteur de la Construction	1 <sup>er</sup> trimestre 2022 - Evol 1 an		
Créations au cours du trimestre	5 071 créations	-0,1%	=
Dont créations hors micro-entrepreneurs	3 473 créations	+4,4%	▲
Créations cumulées au cours des 4 derniers trimestres	17 598 créations	-0,6%	=
Dont créations hors micro-entrepreneurs	12 131 créations	+9,6%	▲

### CREATIONS D'ENTREPRISES

AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022 (évol 1 an)

**5 071 créations**

**-0,1%** =

(EVOLUTION 1 AN)

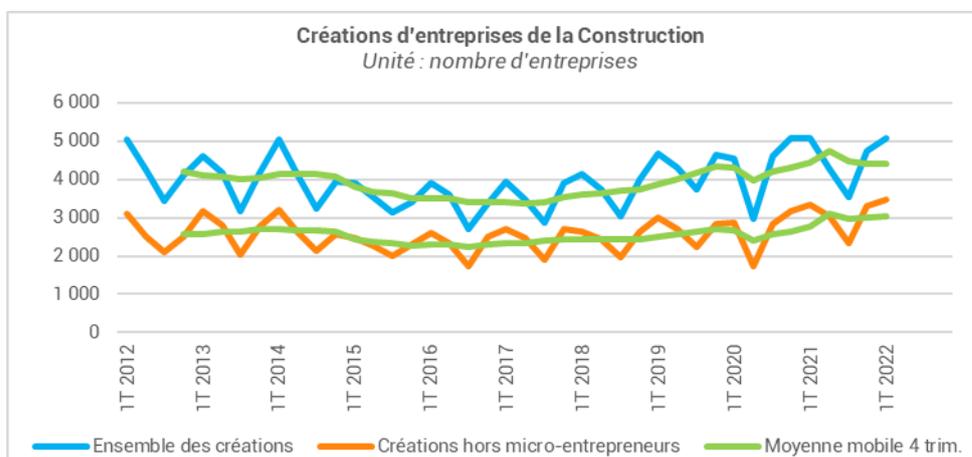
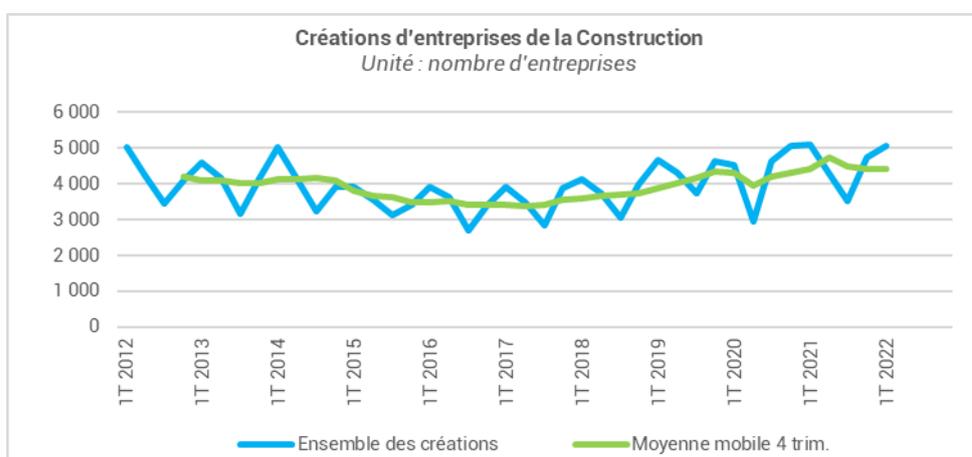
### HORS MICRO-ENTREPRENEURS

AU 1<sup>er</sup> TRIMESTRE 2022 (évol 1 an)

**3 473 créations**

**+4,4%**

(EVOLUTION 1 AN) ▲



Sources :  
INSEE (données brutes)

# 4 Appareil de production

## Créations et défaillances d'entreprises

### PLUS DE 450 ENTREPRISES DÉFAILLANTES AU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2022

Au 1<sup>er</sup> trimestre 2022, les défaillances d'entreprises sont en forte hausse, par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. On dénombre plus de 450 défaillances au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2022, soit +13,2% de plus qu'au 1<sup>er</sup> trimestre 2021. En nombre de salariés, les effectifs salariés des entreprises défaillantes augmentent aussi de +5,5%, au cours du trimestre, avec 1387 salariés concernés.

Sur les 4 derniers trimestres, les indicateurs relatifs à la défaillance d'entreprises connaissent également une hausse. En effet, les défaillances d'entreprises ont augmenté de 19,4% sur les 12 derniers mois (fin mars 2021 à fin mars 2022), par rapport à la même période l'année précédente, pour un total de 1441 entreprises défaillantes. En nombre de salariés, ces défaillances concernent presque 5 500 salariés, soit une augmentation de +41,4% sur la période considérée.

Il est à noter qu'une partie de cette hausse est due à la période de comparaison, à savoir de fin mars 2020 à début mars 2021, période marquée par une très forte diminution des entreprises défaillantes (-50,3% d'entreprises défaillantes cumulées des 4 derniers trimestre à fin mars 2021). Par ailleurs, le nombre de défaillances, à la fois au 1<sup>er</sup> trimestre 2022 et sur les 4 derniers trimestres à fin mars 2022, reste également particulièrement faible au regard du niveau moyen de défaillances prévalant avant la crise sanitaire (774 entreprises défaillantes au 1<sup>er</sup> trimestre 2019).

Défaillances d'entreprises dans le secteur de la Construction	1 <sup>o</sup> trimestre 2022 - Evol 1 an		
Défaillances au cours du trimestre	454 défaillances	+13,2%	▲
Défaillances cumulées des 4 derniers trim.	1 537 défaillances	+19,4%	▲
Effectifs salariés des entreprises défaillantes au cours du trimestre	1 387 salariés	+5,5%	▲
Effectifs salariés cumulés des entreprises défaillantes au cours des 4 derniers trimestres	5 493 salariés	+41,4%	▲

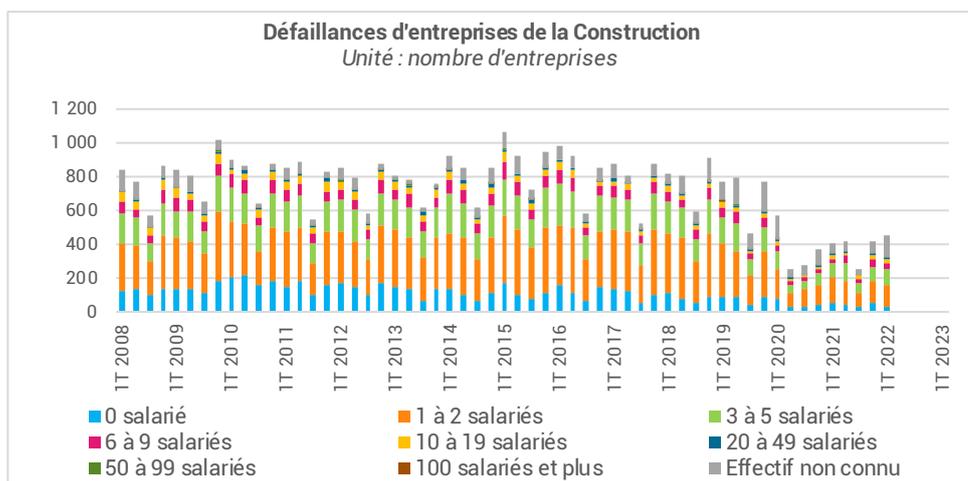
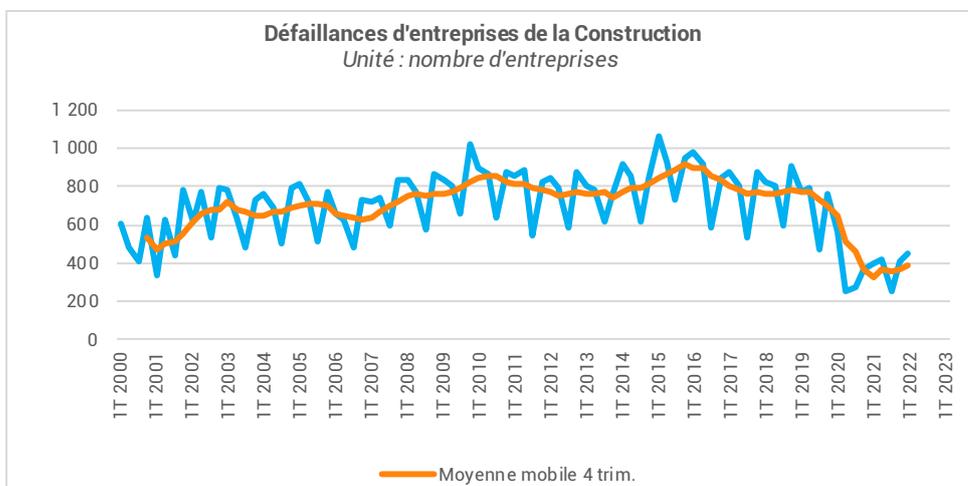
### DES DÉFAILLANCES D'ENTREP. AU 1<sup>o</sup> TRIMESTRE 2022 (évol 1 an)

## 454 défaillances

### +13,2% ▲

(EVOLUTION 1 AN)

Les défaillances comptabilisées concernent des entreprises en tant qu'unités légales (entités identifiées par un SIREN). Ces unités légales défaillantes au cours d'une année civile N sont identifiées grâce à la collecte exhaustive des événements judiciaires par la Banque de France. Les dénombremens couvrent les redressements et liquidations judiciaires, en date de jugement. Ces séries sont stabilisées dans un laps de temps de deux mois. Ce mode de collecte atténue la volatilité des séries comparativement aux statistiques en date de publication.



Sources :  
Banque de France (données brutes)

## Pour en savoir plus... | Conjoncture de la filière Construction

Accédez à l'ensemble de la **conjoncture nationale** & les **comparaisons interrégionales** de la filière Construction sur le site :

[www.cerc-actu.com](http://www.cerc-actu.com)

## Avec le concours | Des Membres de la CERC



## Avec le concours | Des Membres du GIE Réseau des CERC



## Coordonnées | CERC Île-de-France

**CELLULE ÉCONOMIQUE RÉGIONALE DE LA CONSTRUCTION**

21 rue Miollis – 75 015 - Paris

tél. : 06-47-43-73-86 | e-mail : [fiona.danglard.cerc@gmail.com](mailto:fiona.danglard.cerc@gmail.com)

Site internet : <https://cercidf.fr/>